

article proposé à Ouest France, non repris du fait de pléthore du fait de pléthore sur le sujet



Évidemment, non. Même si ce chant reste le vibrato des congrès anticapitalistes censé redonner du cœur à l'ouvrage aux militants avant leur retour à la vie réelle, sa dissonance est évidente avec la perspective qu'il leur propose.

Et même si le nouveau patron de la CGT le chante, poing levé, symbole marxiste de toujours s'il en est, en répétant que le mot d'ordre de son syndicat est dorénavant de "contester, rassembler, manifester" comme il l'a rappelé au sortir de son dernier

congrès, "les damnés de la terre, les "forçats de la faim" des premières strophes, sont loin d'être ses troupes. Encore moins les bénéficiaires potentiels de l'agitation et des troubles qu'il s'ingénie à attiser.

Qui sont-ils en effet ceux qui répondent à son appel depuis quelques semaines ? Des affamés, des laissés pour compte ? Pas du tout. Ce sont des bataillons de militants, certes, mais de militants qui peuvent se permettre de s'absenter à répétition, de se mettre sinon en grève, au moins en absences, sans crainte de perte de rémunération ni de rétorsion quelconque. Bref, des salariés protégés par leurs mandats ou leurs statuts, ou encore" bénéficiant de conditions de contrôle de leur travail leur permettant de telles libertés.

On l'aura compris : des gens qui sont loin d'être les plus malheureux. Les salariés de raffineries, des ports, du chemin de fer, ont des statuts de privilégiés. Des salaires garantis, des emplois qui le sont autant, souvent des 13^{ème} voire 14^{ème} mois, sans parler des primes, intéressements et autres avantages sociaux du secteur d'activité. Est-il scandaleux d'aborder ce point ? Pas du tout. La transparence ne peut pas être réclamée qu'aux politiques, les indignés qui la réclame doivent aussi, pour ce qui les concerne, donner l'exemple.

Oui nous disent-ils, mais nous ne nous battons pas pour nous mais pour les autres. Quels autres ? Qui leur ont demandé où ? Quand ? L'immense majorité de salariés ne suit pas, notamment ceux du privé. Les autres organisations syndicales représentatives réprouvent ces actions. On l'aura compris, leur postulat n'est qu'une posture pour justifier les intérêts de ceux qui en sont déjà bien pourvus.

On est donc là bien loin de la proposition de lutte finale aux plus démunis. Lesquels d'ailleurs ne marchent pas, malgré les efforts de persuasion et d'affirmations répétées pour attribuer la faute de la situation aux autres. Sans craindre même de crier à la brutalité policière qui vient simplement pour libérer l'entrée et la sortie des raffineries afin d'approvisionner le pays par exemple.

Alors que reste-t-il ? Loin de l'idéologie et de la grande épopée, on assiste au raidissement désespéré du noyau de ceux qui ne veulent pas bouger, retranchés derrière leurs murailles de protection qu'ils doivent d'ailleurs souvent –ironie de la situation- à la signature des autres organisations.

Leur bataille est aussi désespérée que son issue. La situation n'est pas révolutionnaire en France. Les salariés français ont depuis longtemps perdu leurs croyances sur les paradis qu'on leur promettait au son des chants révolutionnaires. Il n'est pas impossible cependant que le pouvoir actuel, empêtré dans ses attermoissements qui deviennent chaque jour de plus des impuissances, se voit obligé de céder. D'autant que l'actualité, y compris du sport –mais aussi des affaires et de l'emploi- exige que la machine quotidienne fonctionne.

Personne ne doit cependant se faire d'illusion : la loi El Khomri, d'une façon ou une autre passera, cette année ou une autre. D'autant plus que 95% de son contenu n'est que la reprise de jurisprudences antérieures. Quant à la CGT, ce n'est certainement pas ce type de mouvement qui va empêcher la désaffection que craint son leader et qu'on pourra vérifier sans tarder.